

MICHEL FOUCHER

Membre du Conseil d'orientation du Cycle des hautes études européennes,
ancien ambassadeur de France en Lettonie

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Mon cher Michel, que veux-tu nous dire ?

Michel Foucher

La diplomatie est-elle devenue une illusion aujourd'hui ? Je voudrais avancer une réponse en cinq points, en passant du réalisme à l'idéalisme.

La vie internationale comporte une conversation permanente entre les États.

Cette conversation s'appelle la diplomatie. On y prononce bien souvent des mots trompeurs. On triche avec le langage. Mais on ne peut pas le faire tout le temps et sur tous les sujets car on a besoin de comprendre et d'être compris. Quand Talleyrand, au congrès de Vienne, propose que l'on insère dans le préambule une référence au « droit public », il ne joue pas avec une expression consacrée. Il veut signifier que la force n'est pas tout, qu'elle ne peut prévaloir sur l'existence des trônes établis et reconnus (et, très précisément, que la Prusse n'a pas le droit de manger la Saxe). Guillaume de Humboldt, qui parle pour la Prusse, ne s'y trompe pas et il demande, exaspéré : « Que vient faire ici le droit public ? ». Et Talleyrand : « Il fait que vous y êtes ». Voulant dire qu'à côté de la force, il existe des règles qui gouvernent la reconnaissance des États ainsi que la participation à la diplomatie et aux décisions auxquelles elle parvient.

La diplomatie a été une victime collatérale de la pandémie et du cloisonnement du monde.

On constate que les rapports internationaux se sont durcis. On ne peut pas négocier à distance ou en visio-conférence. La négociation est un negotium, un négoce. Il faut se voir, se jauger, se juger. Bien des dirigeants se sont enfermés, physiquement et mentalement, dans leurs certitudes idéologiques (Pékin) ou leurs rêves néo-impériaux (Moscou, Ankara). Un bref bilan de la période récente (sur 2-3 ans) permet d'enregistrer des avancées et des échecs.

Il semble qu'en fin de l'année 2022 les contacts reprennent, qui sont fort significatifs (visite de Xi Jinping à Ryad, en décembre 2022).

Quelques avancées : trois exemples.

- Au plan bilatéral.

Citons pour la région où nous sommes les accords d'Abraham de septembre 2020 entre les Émirats Arabes Unis, le Koweït et Israël. Ce n'est que le début. Ces accords ont provoqué un regain de tension entre l'Iran et les Émirats, assortie de menaces proférées à l'est du Golfe.

Mais après beaucoup de discussions, l'ambassadeur des EAU est retourné à Téhéran, en août dernier, après six ans d'absence. Celui du Koweït va suivre. Il est vrai que les échanges économiques et humains n'ont jamais cessé. Le doux commerce fonctionne ici.

Citons également l'accord de délimitation de la frontière maritime entre le Liban et Israël, qui a une portée bilatérale mais qui a résulté de la médiation américaine (conduite par Amos Hochstein) entre l'absence de discussions directes entre les deux pays (27 octobre 2022).

• Au plan régional et international.

Les réunions de l'ASEAN à Phnom Penh et de l'APEC à Bangkok se sont tenues avec succès, dans la foulée du G20 de Bali. Le président Joko Widodo avait pris son bâton de pèlerin, à Kiev et à Moscou, pour éviter que la guerre en Ukraine ne bloque la réunion de Bali. Le communiqué final est plus dur qu'attendu. Une centaine d'heures de négociations a été nécessaire à Bangkok pour adopter les termes retenus à Bali.

Il est vrai que les pays d'Asie du Sud-Est sont profondément attachés à leur souveraineté et leur intégrité territoriale, et à la paix et à la stabilité, gage de prospérité. L'ASEAN a pu marginaliser le régime du Myanmar. Et les deux présidents chinois et américain ont pu se parler « en présentiel » comme on dit désormais pour comprendre leurs lignes rouges. Xi a pu faire comprendre à Biden que la Chine avait survécu à la rupture sino-soviétique et qu'elle saurait survivre aux restrictions américaines.

Parmi les échecs, la paralysie du Conseil de sécurité est flagrante. On sait pourquoi. Le ministre cambodgien adjoint des Affaires étrangères m'a récemment fait part de sa crainte que l'ONU connaisse le sort de la SDN. Le groupe de Minsk sur le Caucase du Sud n'a rien pu faire pour empêcher les deux guerres successives entre Arménie et Azerbaïdjan.

Enfin, les accords de Minsk sont définitivement morts. Les réunions tenues entre 2014 et 2021 ont sans doute retardé la guerre, selon le diplomate français en charge du comité politique. Ils n'ont jamais été appliqués.

Que faire quand le réalisme échoue ? L'idéalisme est-il un recours ? Peut-on imaginer une situation de coexistence pacifique États-Unis/Chine au-delà de la compétition stratégique maîtrisée de Kevin Rudd ?

La réconciliation est, selon moi, la meilleure garantie de sécurité. C'est l'expérience européenne depuis 1945 : rappel des processus dits de réconciliation :

- France Allemagne (rôle des églises catholiques et protestantes d'Alsace et du Bade-Wurtemberg ; encouragements des États-Unis ; engagement de de Gaulle en direction d'Adenauer moins de trois mois après les accords d'Évian qui marquèrent la fin de l'empire français)
- Le processus germano-polonais avec le triangle de Weimar

- Le processus polono-ukrainien (et polono-lituanien) avec la revue *Kultura* et l'engagement de Kwasniewski pour dépasser les contentieux historiques, les massacres de 1942-43 et surtout enrayer le révisionnisme territorial polonais.

Avec la Russie, rien de tel. Les élites n'ont jamais déclaré : plus jamais ça [la guerre]. Elles ont bloqué l'examen critique du passé stalinien et exclu tout travail bilatéral d'historiens (Katyn est contesté dans un sens révisionniste). Il y a une butée. C'est le fait des élites.

L'Ukraine est le théâtre de la revanche fratricide et mortifère des dirigeants de la Russie sur l'effondrement de leur empire sur lui-même, trois décennies plus tôt, comme s'il s'agissait d'une victime expiatoire. Incapables d'analyser les causes réelles de la chute de la forme russo-soviétique de leur État, ils ont encore moins compris la consolidation nationale de l'Ukraine et des autres républiques périphériques, où ils n'ont cru voir que l'effet sournois d'une intrigue américaine.

Ils y répondent avec les catégories diplomatiques du XIXe siècle – les sphères d'influence – et les tactiques militaires du XXe siècle – celles de la guerre totale pratiquée par Hitler et Staline. Les Ukrainiens résistent avec leur conviction inébranlable de défendre leur nation et les partisans de 2022 usent de leur ingéniosité et du téléphone portable comme arme de poing. Quels sont les cartes et les récits, les batailles et les scénarios de ce « duel à une plus vaste échelle » qu'est la guerre ?

En Russie s'observe la persistance du schéma impérial d'outre-terre. Les configurations impériales ne sont pas uniquement d'outre-mer. En corollaire, l'examen critique est annulé par la suppression de Mémorial en décembre 2021 qui compilait les preuves orales, écrites et matérielles des crimes du stalinisme. La réécriture des manuels d'histoire en Russie par Vladimir Medinski, ministre de la Culture, qui a œuvré à la réhabilitation de Staline. Il a été en mars 2022 nommé négociateur par le Kremlin : l'Ukraine fait face à un homme qui nie son existence ! L'église orthodoxe orientale est divisée par un véritable schisme. Le Patriarcat de Moscou fait la sourde oreille aux offres de dialogue du Patriarcat œcuménique de Constantinople.

Ce travail est pourtant indispensable et bien plus utile que l'extension de l'OTAN. Il ne sera possible qu'après un changement de régime, qui, dans l'histoire de la Russie, ne procède, depuis la guerre de Crimée, que de l'effet de défaites militaires : 1905, 1917 et 1989. Quid de la suite ?

Thierry de Montbrial

Merci, Michel. Avant de passer la parole à Tidiane Gadio, je voudrais faire une remarque. Tu as repris l'expression « réalisme - idéalisme ». Moi, je suis un réaliste idéaliste, ce qui n'a rien à voir avec le cynisme, au contraire, soit dit entre parenthèses.

Le fait que certaines négociations n'aboutissent pas, cela ne veut absolument pas dire que le réalisme ne marche pas, cela veut dire que cela ne marche pas pour des raisons très réelles. Dans le cas de Minsk, finalement, ni les Ukrainiens ni les Russes n'étaient disposés à faire de vraies concessions.



Être réaliste, aujourd'hui, à propos de l'Ukraine, je sais que cela déplaît à beaucoup de gens. C'est dire que c'est la guerre qui décidera en grande partie de l'avenir. Cette guerre peut être gagnée ou perdue par les uns par les autres en raison de multiples facteurs. Notamment, si dans un pays le régime s'effondre, cela entraîne généralement la fin de la guerre.

Je pense que ce n'est pas la morale ni les leçons de morale qui décideront de l'issue de la guerre, d'autant plus que, comme nous l'avons vu pendant cette conférence, il y a de multiples aspects qu'il faut également prendre en compte.

En tout cas, merci pour cette contribution.